

FORUM SOCIAL RÉGIONAL DE QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES

Description des ateliers

ALIMENTATION ET SOCIÉTÉ

À l'ère de la “ macdonalisation ” de l'alimentation, plusieurs problèmes se posent : la prolifération de produits alimentaires standardisés et de plus en plus porteurs de résidus chimiques de tout ordre; la généralisation de la fertilisation par le biais de produits de synthèse; une agriculture industrielle non respectueuse des règles élémentaires de la nature; l'envahissement des marchés des semences par les compagnies transnationales qui se servent du génie génétique pour contrôler l'agriculture; le contrôle de la distribution des produits alimentaires par quelques très grandes entreprises qui imposent leurs règles; la menace continue de faillite qui guette les petits producteurs de denrées alimentaires parce qu'aucune place ne leur est faite sur les tablettes d'épicerie ... Pouvons-nous demeurer passifs à tous ces constats, attendant une mort lente?

La situation est particulièrement préoccupante pour les femmes, puisque l'on sait que la pollution environnementale que l'on consomme via notre alimentation est directement responsable de l'augmentation de nombreux problèmes de santé, dont le cancer du sein. La pollution alimentaire, qui se fait par la manipulation génétique des aliments, l'ajout d'additifs chimiques pour la conservation, ou de saveurs artificielles, comportent des risques jusqu'alors inconnus pour la santé. Cette situation nous concerne tous femmes, hommes et enfants, et on continue de faire comme si ces risques étaient inexistantes...

Par le passé, de nombreuses initiatives d'agriculteurTRICEs qui n'ont pas peur d'innover se sont avérées désastreuses autant d'un point de vue personnel que financier, parce que non reconnues par le système agricole actuel qui ne favorise que le développement de l'agriculture industrielle. Toutefois, autant en ville, avec des projets de jardins communautaires et / ou collectifs et autres, qu'en milieu rural, des initiatives agricoles respectueuses des règles élémentaires de la nature existent mais ne sont pas reconnues à leur juste valeur.

Dans la région urbaine de Québec, qu'en est-il des projets de jardins communautaires et collectifs ainsi que de l'agriculture soutenue par la communauté? Est-il possible de rendre plus accessible le réseau de distribution des produits alimentaires et comment peut-on agir à titre de citoyen? Dans ce contexte, les groupes d'achat et de troc peuvent-ils être des avenues intéressantes et quels en sont les possibilités? Comment les femmes enceintes peuvent-elles s'assurer que ce qu'elles mangent n'a pas de conséquences néfastes pour le fœtus qu'elles portent? Comment, dans une société riche comme la nôtre, est-il possible que des problèmes de sous-alimentation et de malnutrition persistent, notamment chez les enfants? Dans quelle mesure la libéralisation des marchés peut-elle garantir d'abord aux femmes, puis à toute la population, que les aliments que nous consommons sont d'abord considérés comme une source de santé plutôt que comme une source de profit?

ALTERNATIVES POLITIQUES

Devant la vision à sens unique proposée par les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale du Québec, plusieurs ont décidé de travailler ardemment à la construction d'une alternative politique progressiste. Dans notre région plusieurs courants politiques de gauche existent et cherchent à faire avancer leur projet politique.

Ces efforts se déploient au moment même où les mouvements sociaux mènent leurs luttes de plus en plus sur le terrain de la contestation politique et de l'expression d'alternatives, dans leurs champs respectifs d'intervention. Mais toutes ces actions n'empêchent nullement les gouvernements de poursuivre leurs politiques de soumission au pouvoir économique. C'est le cas au Québec comme au Canada. Le pouvoir politique est entre les mains de groupes dévoués aux intérêts des financiers et des marchands. La population se retrouve donc privée de sa capacité d'utiliser les pouvoirs publics pour protéger la société. Dans ce contexte, des questions comme la réforme du mode de scrutin électoral, ainsi qu'une démarche visant une plus grande participation citoyenne deviennent plus qu'importantes.

La question se pose donc avec urgence de proposer une alternative politique sérieuse et progressiste aux gouvernements et politiciens asservis aux intérêts financiers. Diverses difficultés doivent donc être résolues pour faire avancer cette alternative. Qu'en est-il dans la région de Québec? Quels sont les groupes en présence et quelles sont leurs propositions? Quelles relations peuvent exister entre les militants et les militantes des groupes politiques et ceux et celles des mouvements sociaux?

ARTS ET CULTURE

Enfant pauvre de tous les ministères, la culture est toujours la dernière dont on parle. On oublie trop rapidement que c'est avec cette dernière que nous construisons notre société et notre spécificité. Dans notre monde maintenant mondialisé, où l'art devient un spectacle et un produit, il ne reste que peu de place pour les initiatives individuelles, locales et populaires. La région de Québec fait face à une crise majeure dans le monde des arts. Il n'est pas rare par exemple de voir de jeunes musiciens, étudiants de surcroît, payer près de 500\$ par mois pour un petit local de répétition. Et ce phénomène de sous-financement affecte même les musiciens de haut niveau; il suffit de penser aux musiciens de l'Orchestre Symphonique de Québec qui sont sous-payés. Les salles de spectacles de luxe pullulent alors que les salles destinées à l'art dit " alternatif " se comptent sur les doigts d'une main. On offre bien des subventions aux artistes pour de nouveaux locaux, ceux récents du quartier St-Roch par exemple, mais ces subventions font face à de nombreuses conditions et une question demeure : pendant combien de temps seront-elles encore accessibles ?

Pour ce qui est de la culture, la situation n'est guère plus réjouissante. Le développement du centre-ville soulève une question majeure : devons-nous sacrifier l'identité culturelle latine de Québec au profit du secteur touristique fortement américanisé? Les événements culturels sont devenus de grosses machines publicitaires, que l'on pense au Festival d'été présenté par Bell et à ses scènes commanditées par Mcdonald's, Molson Dry ou Métro et au Carnaval de Québec devenu celui de Mr.Christie. Alors que d'autres plus petits événements, mais non moins sympathiques, tel que le Festival folklorique des enfants du monde, qui avait

lieu à Beauport, sont à l'agonie.

Quelle place les arts et la culture occupent-ils dans la région? La situation diffère-t-elle lorsque l'on sort de la " maintenant " grande ville de Québec? Les artistes sont-ils ou elles suffisamment supportés? La profession est-elle accessible aux jeunes artistes? Ont-ils ou elles le loisir de choisir librement leur profession et l'orientation de leur art? Les femmes du milieu, vivent-elles des situations particulières du simple fait qu'elles sont femmes? Dans leur art et dans leur être, comment les artistes, hommes ou femmes, sont-ils victimes des différents stéréotypes largement véhiculés par le monde des télécommunications, puis y a-t-il une différence entre les sexes? Devons-nous nous résigner à ce que nos événements culturels nous soient dépossédés de la sorte? Sommes-nous en train de vendre l'âme culturelle de Québec aux lois du marché? Quelles sont alors nos alternatives?

ÉDUCATION

À l'issue du Sommet du Québec et de la Jeunesse, le premier ministre d'alors s'était engagé au nom du gouvernement du Québec à investir un peu plus d'argent neuf en éducation. Force est de constater que cela ne fut pas suffisant. Nos écoles, à tous les niveaux, sont de plus en plus placardées, comme nos centres-villes, d'expressions commerciales et publicitaires, tout cela dans le but de palier au sous-financement de l'État.

Les préoccupations quant à la formation à offrir à nos jeunes se situent inévitablement dans un contexte de mondialisation néolibérale. Particulièrement au Québec, les employeurs réclament toujours une main-d'œuvre " clé en main " et la recherche fondamentale disparaît tranquillement de nos grandes universités publiques. Les départements *es humanité* de formation fondamentale de la personne ferment ou fusionnent tandis que les chaires spécialisées commanditées fleurissent. La récupération et la commercialisation par des intérêts privés des fruits de la recherche financée par l'état sont également fleurissants et deviennent la norme. La situation dans les écoles primaires et secondaires n'est guère plus reluisante car les enseignantEs et les directions d'école sont de plus en plus laissés à eux-mêmes, sans support adéquat. Et c'est sans compter l'accès de plus en plus difficile au système d'éducation des femmes cheffes de famille mono-parentale, services de garde, programmes et aides financières leur étant plus ou moins adaptés.

Pour enseigner et former à la liberté et à la solidarité, un réalignement majeur est donc nécessaire quant aux finalités de nos organisations scolaires publiques. Il est

important de faire la différence entre l'option de répondre aux demandes du marché de l'emploi, et celle de construire une société libre, démocratique et solidaire où tous les citoyens et les citoyennes auront une place à part entière.

Dans la région, quels sont les problèmes particuliers auxquels le système fait face ? Quels sont les programmes qui pourraient être ou sont menacés de fermeture ? Quels sont les problèmes liés à la commandite dans les écoles ? Dans quel contexte ce financement, s'il est inévitable, pourrait-il avoir lieu ? Quelle est la situation des enseignants et enseignantes dans la région et à quels problèmes particuliers font-ils face ? Qu'en est-il de la nouvelle réforme au primaire et au secondaire ? Comment faciliter l'accès à l'éducation et à la formation aux femmes cheffes de famille mono-parentale qui se retrouvent si souvent seules responsables des enfants ? Comment adapter le système d'éducation et donner les moyens financiers à ces femmes pour qu'elles puissent avoir les mêmes chances que les autres citoyennes et citoyens ?

Quant à l'éducation populaire, qui demeure présente à dose homéopathique, devrait-elle prendre une place plus importante et si oui laquelle ? Compte tenu de ces problèmes évidemment fort nombreux, pouvons-nous imaginer un terrain de luttes commun ?

ENJEUX POUR LES GROUPES POPULAIRES, COMMUNAUTAIRES ET GROUPES DE FEMMES

Après l'adoption par le gouvernement du Québec d'une politique de reconnaissance de l'action communautaire, les groupes populaires, communautaires et les groupes de femmes font plus que jamais face à l'enjeu de leur intégration par l'État. Les conditions du financement sont à la base de cet enjeu. En effet, c'est la forme que prendront les différents programmes de financement qui permettra – ou non – à ces groupes de continuer leur travail AVEC la population et non pas SUR la population.

Dans un contexte néolibéral où le gouvernement cherche à utiliser les groupes populaires, communautaires et les groupes de femmes pour réorganiser ses services à la population, là où les besoins sont de plus en plus grands et où la pauvreté s'accroît, les groupes visés sont sollicités de toute part. Une pression est donc exercée pour que le “ service ” prenne toute la place au détriment de la mission d'éducation populaire et de défense des droits, c'est-à-dire, au détriment du travail AVEC et POUR la population dans une perspective de transformation sociale. Dans cette perspective de transformation sociale, où la démocratie et la prise en charge par les personnes de cette transformation sont au cœur du travail à réaliser, où les femmes et les hommes réclament des services de leurs organisations car elles sont le dernier filet de sécurité sociale, la lutte d'une minorité pour la sauvegarde des services et programmes publics s'alourdit. Comment toucher l'ensemble de la population pour qu'elle accepte de se mobiliser? Comment faire comprendre à ces hommes et à ces femmes qu'une bonne partie de la population n'a pas accès aux REER, aux assurances collectives, aux assurances-salaire, aux fonds de pensions, à

la syndicalisation, à l'équité salariale, à des vacances, à des loisirs, etc.?

Les groupes populaires, communautaires et groupes de femmes sont-ils partie prenante de la solution ou, comme certains osent le mentionner, sont-ils condamnés à n'être que des " gestionnaires permanents de la misère " et une élite " technocratique de la représentation sociale " ? Et si nous voulons les faire mentir, comment assurer la perspective sociale et politique de notre travail ? Plus encore, comment assurer cette perspective sociale et politique de notre travail quand les travailleuses et les travailleurs, les militantes et les militants sont épuisés par l'arrivée massive d'hommes et de femmes désespérés dans nos groupes ? Comment permettre aux femmes, travailleuses et militantes en nombre majoritaire dans les groupes populaires et communautaires, déjà épuisées par les tâches multiples, de pouvoir, elles aussi, continuer leur travail de transformation sociale ?

ENVIRONNEMENT

Au moment où les États-Unis d'Amérique refusent de ratifier le Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre, alors qu'un milliard et demi d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable, que la pollution sous toutes ses formes progresse sans cesse et dont les principales victimes sont les femmes et les enfants, qu'en est-il des luttes écologistes dans notre région? Alors que la pollution de l'eau inquiète et que son caractère public est menacé, la *Politique de l'eau* du gouvernement du Québec se fait toujours attendre. En agriculture, la menace des méga-porcherie ajoute à la pollution déjà importante produite par l'agriculture industrielle et les industries de toutes sortes. Nous vivons à l'heure des OGM et de la *mal-bouffe*, triomphe de la logique de production marchande et de recherche des profits avant tout. On se nourrit alors d'aliments dénaturés, qui parcourent de grandes distances, impliquant de fait de lourds coûts énergétiques, sociaux et environnementaux. Sans compter que les biotechnologies, dernier cri de la science moderne, issus d'un système conçu par et pour des hommes en quête de profit toujours plus grand, cherchent à substituer aux semences et aux femmes leur propre faculté reproductrice.

Malgré les constats évidents et nombreux que nous pouvons faire, les gouvernements, en matière environnementale, ne représentent plus l'intérêt de la société et ont tendance à se soumettre aux exigences du capital : la déréglementation et la privatisation vont maintenant de soi. On tente de nous faire accepter l'idée que les pollueurs puissent s'auto-contrôler et on se contente de nous maquiller la réalité. Pendant ce temps, les groupes environnementaux sont de plus en plus près des pouvoirs étatiques et les citoyenNEs ont du mal à reconnaître leur propre responsabilité dans cette crise écologique.

Les liens entre la crise écologique et la mondialisation néolibérale sont évidents. L'avenir de la planète passe par une rupture avec le type de développement, de comportement et de pensée que notre système capitaliste et sexiste tente de nous imposer. Dans notre région des luttes et des actions s'organisent. Quels sont les enjeux principaux et les convergences qui se révèlent à travers les luttes, les revendications et les alternatives proposées? Comment faire pour rapprocher davantage les luttes écologistes avec les autres luttes sociales de notre région?

FISCALITÉ ET RÔLE DE L'ÉTAT

Rôle de l'état et de la fiscalité par les temps qui courent riment trop souvent avec déficit zéro, coupures, compressions budgétaires, subventions aux compagnies et baisses d'impôts, risquant ainsi d'hypothéquer à très court terme, et pour longtemps, nos programmes sociaux. Avec ces différentes mesures, on finit par se demander au service de qui nos gouvernements travaillent.

Dans la Région, les exemples se multiplient : l'appui par le gouvernement fédéral du développement du port de Québec et du terminal de croisière; les fermetures d'hôpitaux; les prix prohibitifs des médicaments et les pressions sur le personnel dans le domaine de la santé. Les plans de réussite et les contrats de performance en éducation poussent à un outrageux nivellement par le bas, en plus d'amener les institutions à compétitionner entre elles. Et c'est sans compter les nombreuses subventions du quartier St-Roch qui profitent pour plusieurs à des organisations déjà bien établies (Bell et Desjardins, entre autres). Tout cela, sans même demander l'avis de la population...

Malgré ce constat peu reluisant, est-il possible d'envisager une nouvelle fiscalité, comme par exemple une fiscalité qui reconnaît le rôle social des femmes et des hommes qui assurent les soins, la protection et l'éducation des enfants ? La prochaine génération, qui assure la continuité de notre société, ne devrait-elle pas être considérée comme " une richesse collective " ? Sommes-nous prêts et prêtes à assumer collectivement cette responsabilité? Pouvons-nous maintenir l'importance d'un État responsable de la redistribution de la richesse au profit de l'ensemble de ces citoyennes et citoyens ? Est-il donc possible de redonner à la fiscalité et à l'État

leurs rôles de protecteur et de promoteur du bien collectif? De quelles façons peut-on y arriver? Le citoyen peut-il y trouver une place? La démocratie participative peut-elle être une solution efficace au problème? Une mesure comme le budget participatif peut-elle avoir un avenir dans un tel processus?

IMMIGRATION

Avec un taux de natalité qui diminue d'année en année au sein de l'ensemble des pays occidentaux du nord, l'immigration devient la planche de salut des différents gouvernements afin de conserver un équilibre démographique au sein de leur population. Toutefois, force est de constater que les portes de notre pays ne sont pas ouvertes à tous et à toutes et que l'entrée de nouveaux immigrants se fait de manière de plus en plus sélective. Trop souvent, la possession de richesses est privilégiée, au détriment de réalité plus particulière telle que celle des femmes, trop souvent moins bien nanties que les hommes, ou encore celle des réfugiés politiques, par exemple. Et on ne peut passer sous silence ici l'important paradoxe de l'ouverture des frontières économiques via les traités de libre-échange d'un côté et la plus en plus grande fermeture des frontières pour les personnes de l'autre, particulièrement suite aux attentats du 11 septembre.

Depuis des années, de nombreuses ressources ont été mises en place dans la région afin d'accueillir les immigrants et les immigrantes. Toutefois, les restructurations des finances publiques ont eu pour conséquences de diminuer les ressources financières allouées aux organisations d'aide aux immigrants, ayant pour effet d'en diminuer le nombre et de fragiliser la viabilité de celles existantes. Pendant ce temps, les personnes immigrantes continuent de faire face à des difficultés bien réelles, dues au manque de ressources que ce soit à l'accueil, au support psychologique et émotionnel ainsi qu'à l'intégration (en autres pour contrer l'isolement que vivent particulièrement les femmes immigrantes) ou bien causées par la difficulté à faire reconnaître leurs qualifications ou à se trouver un emploi (pour des raisons d'équivalence de diplômes ou autres).

Une série de questions se posent alors : De quelles façons pouvons-nous rendre plus accessible l'aide qui est offerte aux immigrants? Comment améliorer l'intégration de tous et de toutes? Comment lutter ensemble, citoyenNEs de toutes origines, contre la montée de l'intolérance face à la différence et aux immigrants ? Quels moyens concrets pouvons-nous mettre de l'avant pour faciliter l'accès à l'emploi, tant au sein de l'entreprise privée que dans la fonction publique? Quelle est la situation réelle de ce que l'on appelle communément les " travailleurs moineaux ", c'est-à-dire ces travailleurs qui sont des immigrants temporaires, le temps d'une récolte par exemple, et repartent par la suite ? Dans ce contexte, comment lutter efficacement contre le paradoxe de l'ouverture de nos frontières aux marchandises et la fermeture de plus en plus grande de ces dernières aux personnes ? Comment peut-on faire pression efficacement sur le gouvernement afin qu'il rende plus cohérente sa politique en matière d'immigration?

LOGEMENT ET CONDITIONS DE VIE

Dans toutes les grandes villes de la planète, le problème du logement commence à être majeur. La mondialisation des marchés ayant transformé l'organisation de nos collectivités dans une logique de profit, un plus grand nombre de citoyenNEs affluent vers les villes centres. Le logement est alors lui aussi perçu comme une source de profit. Par conséquent le logement locatif se raréfie au bénéfice du logement condominium et il devient, par le fait même, de moins en moins accessible aux personnes à faible revenu. C'est le cas notamment pour des femmes et des familles en nombre croissant.

Dans la ville de Québec, avec un taux d'inoccupation sous la barre des 0,8%, on peut maintenant parler d'une véritable crise du logement (ce taux est jugé équilibré autour des 3%). Le logement se raréfiant, les coûts augmentent donc, parfois de manière disproportionnée. De plus, le marché du condo de luxe est en plein essor et plusieurs promoteurs et propriétaires se laissent tenter. Cette pénurie de logement a aussi un effet sur les résidences privées qui voient leur valeur augmenter.

L'habitation est un besoin essentiel mais, même au Québec, toutes les personnes n'ont pas accès à un logement décent à prix abordable. En effet, le prix des logements dépasse de plus en plus la capacité de payer de milliers de personnes, au point où plusieurs doivent y consacrer plus de la moitié de leur revenu. Les personnes seules et les familles monoparentales, parmi lesquelles on retrouve principalement des femmes, sont les types de ménage locataire qui consacrent le plus haut pourcentage de leur revenu pour se loger.

Le logement social, logement actuellement géré en coopérative d'habitation, par un organisme sans but lucratif ou par la municipalité, est la seule façon pour bien des gens de se mettre à l'abri des soubresauts et des abus du marché locatif privé et d'améliorer leurs conditions de logement. Nous devons collectivement, via l'État, continuer de consacrer les fonds nécessaires à la création d'unités de logement social. C'est à ce jour la solution la plus rentable, tant d'un point de vue sociale qu'économique et cela constitue une solution globale et durable aux problèmes des mal-logés.

Depuis quelques mois, citoyenNEs et comité de citoyenNEs ont mis à l'avant-plan toute une série de revendications : moratoire sur la conversion d'appartement existant en condominium dans la Ville de Québec; mise en chantier de nouvelles unités de logement social; aide aux familles à faible revenu et dans la rue, etc. Ces revendications sont intéressantes, mais sont-elles suffisantes? Est-ce que ces mesures parviendront à donner un logement décent à tous, sachant que la population s'appauvrit et qu'elle fait face à une augmentation importante de la part de revenu consacrée au logement? Quel type de logement social peut être considéré comme la solution la plus adéquate? La loi qui régit les coopératives d'habitation ne mériterait-elle pas une révision? Puis, comment lutter efficacement contre la discrimination à l'égard des familles monoparentales, des jeunes familles et des personnes à faible revenu? Qu'en est-il de la question du transport qui est inexorablement liée à celle du logement dans les villes périphériques? Enfin, n'y a-t-il pas un moyen de contrer cette conception d'investissement qui est associée au logement, qu'il soit locatif ou de propriété privée?

MONDIALISATION ET RELATIONS NORD-SUD

La mondialisation des marchés est maintenant un phénomène connu et n'épargne aucun coin de la planète, tant dans les pays du Nord, que dans les pays du Sud. Cette problématique dans les pays du Sud est maintenant endémique et plus que jamais catastrophique. Nous n'avons qu'à penser à la crise que subit l'Argentine en ce moment, tout comme plusieurs pays d'Afrique, pour nous en convaincre. Et c'est sans compter les différents conflits guerriers de la planète qui trouvent constamment une ultime explication dans le commerce lié à l'industrie militaire. Pendant ce temps, nos politiciens, le Premier Ministre Chrétien en tête, continuent de nous faire croire que c'est la voie à suivre...

Plusieurs groupes de la région tentent de lutter contre la désinformation et l'inertie gouvernementale, bâtissant des solidarités face aux inégalités Nord-Sud. Que ce soit pour : créer des liens avec des groupes de jeunes; informer la population sur les différents enjeux dont font face les pays du Sud; créer des liens et réseauter les individus et les groupes; protester contre embargos et attaques militaires ou lutter pour une plus grande démocratie, justice sociale et un respect des droits humains; tous ces groupes occupent une place importante et se doivent de continuer la lutte.

Nous savons également que les femmes sont les grandes perdantes dans la perspective de la mondialisation. Elles sont de plus en plus pauvres et le phénomène de la mondialisation est loin de leur favoriser un accès facilitant à de meilleures conditions économiques. En effet, les politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, forçant les coupures dans les services sociaux, relèguent les femmes davantage à des rôles non rémunérateurs de soutien et de

dispensatrice de soins. Nous savons également que le développement de l'économie sociale a de la difficulté à tenir ses promesses quant à l'amélioration du statut financier des femmes. Ces constatations faites, comment, femmes du Nord et femmes du Sud, pourraient-elles contribuer, dans une vision de mondialisation de la solidarité, à créer une économie alternative où elles seraient les grandes gagnantes?

Dans la foulée de Porto Alegre, il apparaît très clairement qu'un important travail de réseautage doit se faire, avec urgence. Est-il donc possible, pour les groupes de la région, de mieux coordonner leurs actions de solidarité internationale? Comment peut-on élargir l'intérêt des gens de la région aux questions des inégalités internationales? Quelles alternatives proposons-nous à la mondialisation de la pauvreté? Les actions que nous faisons sont-elles efficaces et quelles autres pourraient être mises en branle? De quelles façons les luttes des organismes de solidarité internationale s'inscrivent-elles dans celles que mènent les groupes populaires d'ici? En pensant à la grande mobilisation contre le Sommet des Amériques, est-il possible que ces groupes puissent collaborer ensemble sur une base plus fréquente?

PAUVRETÉ ET DROITS SOCIAUX

La mondialisation de libre marché se base sans conteste sur une accumulation de la richesse. Force toutefois est de constater que cette accumulation ne demeure accessible que pour quelques-uns. Pour les autres, il y en a de moins en moins. Baisse d'impôts et coupures budgétaires à l'appui, l'État tend à transférer le problème aux organismes communautaires, tout en se délestant de ses responsabilités morales et financières envers les plus démunis de notre société.

La pauvreté est bel et bien dans tous les quartiers de Québec. Le tissu urbain se détériore pour laisser place à des îlots de richesse de plus en plus restreints. Les groupes qui ont pour vocation de soulager la misère prolifèrent et deviennent de plus en plus importants et permanents. La prolifération d'emplois temporaires et précaires ainsi que l'utilisation d'une main-d'œuvre jetable et utilisable de façon aléatoire, au bon vouloir des employeurs qui, au gré des actionnaires, ferment leurs usines dans les pays du nord pour mieux transférer leur production dans les pays du sud où les normes de travail et environnementales sont à toute fin pratique inexistantes, est en train de devenir la norme. Est-ce possible de renverser la vapeur ?

Dans notre région, comme partout dans le monde, les femmes sont les plus pauvres. Elles n'ont encore que 70 % du revenu des hommes et, pour plusieurs d'entre elles, le marché du travail n'améliore pas toujours leurs conditions de vie. Les gouvernements font des choix qui accentuent cette pauvreté. Les restrictions budgétaires aux programmes de l'assurance-emploi et de l'aide sociale viennent frapper de plein fouet les personnes les plus démunies, particulièrement les

femmes. Considérant cette situation, ne devons-nous pas réfléchir à une allocation universelle permettant la reconnaissance de l'apport des citoyennes et des citoyens au développement de notre société plutôt que de se définir à travers un marché du travail qui a de moins en moins un visage humain?

Des alternatives ont été proposées à l'intérieur de différents mouvements pour éradiquer la pauvreté: loi pour l'élimination de la pauvreté, création d'un revenu de citoyenneté, augmentation du salaire minimum, ... Pourquoi ces mesures se font-elles toujours attendre ? Que se passe-t-il entre la demande légitime des citoyens et des citoyennes et les actions inefficaces de l'État ? Ne serait-il pas possible d'augmenter la responsabilité sociale de nos entreprises à l'égard de la pauvreté ? Quelles sont les luttes communes à envisager et quelles seraient les nouvelles façons de faire ces luttes afin de pouvoir remporter enfin des victoires ?

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Avec la toute dernière *Commission Romanow* qui a sillonné le Canada d'un océan à l'autre pour prendre le pouls de la population quant à l'avenir de son système de santé, on constate que la pression est forte sur tout le réseau. On a d'ailleurs bien vu avec quel empressement les hôpitaux privés américains se sont chargés de recevoir les malades québécois il y a quelques années, tout en prenant bien soin de souligner l'engorgement de nos hôpitaux. La privatisation menace sérieusement notre réseau. La réforme que le ministre Legault est en train d'opérer en ce moment peut être dangereuse à ce sujet. La santé est maintenant un sujet sensible aux yeux de la population. Les politiciens populistes le savent bien. Mais, tout comme le secteur privé de la santé, ils l'ont bien à l'œil. Soulignons, au passage, qu'une opération pour la cataracte coûte 800\$ dans le réseau public et plus de 2000\$ en clinique privée...

Les dégâts que les compressions budgétaires ont laissés ces dernières années sont bien réels et la plaie est toujours bien ouverte. Le grand départ à la retraite mal calculée, l'apparente pénurie d'infirmière (alors que le problème est peut-être davantage le désir de ne plus offrir de poste régulier...), l'épuisement important du personnel dans tout le réseau; la hausse faramineuse des assurances-salaire pour le personnel des établissements de la région, la fermeture d'hôpitaux, la transformation des survivants en CHA, CHUQ et les nouvelles fonctions de porte d'entrée qui planent sur les CLCS et tout le réseau communautaire démontrent bien l'ampleur du phénomène.

Qui plus est, les femmes, en tant que travailleuses dans le réseau public et dans les organismes communautaires, en tant qu'aidantes, utilisatrices de services et mères, sont les premières visées par les coupures dans le système de santé et des services sociaux. Transformant la responsabilité de notre société en regard des malades en économie de l'affection s'adressant aux femmes, nos gouvernants, issus d'un système patriarcal, demandent aux femmes de prendre le relais de l'État, leur ajoutant une troisième, voire même, une quatrième tâche. Comment pouvons-nous accepter l'exploitation éhontée des femmes dans le secteur de la santé et des services sociaux ? Comment lutter contre la violence systémique et structurelle, normalisée et imposée aux femmes?

Plusieurs questions se posent alors: Doit-on exiger de la Régie régionale de la santé et des services sociaux la mise en place de services adéquats permettant aux malades d'avoir les soins auxquels ils ont droit sans le recours aux aidantes ? Pouvons-nous collectivement refuser tous services (par exemple la prise de sang en cabinet privé de médecin au coût de 15\$ mais tellement plus simple) qui, quotidiennement, font avancer la privatisation ? Quelle est la place des hôpitaux, des CLSC et des cabinets privés de médecin? Quelle est la place réelle des organismes communautaires dans la région? Ont-ils les ressources nécessaires? Notre personnel de santé et des services sociaux est-il vraiment en nombre adéquat? Qu'en est-il de leur santé? Quelles sont les luttes à mener dans la région? Est-ce possible de penser que le milieu communautaire non-syndiqué, puisse mener la prochaine lutte, déjà entamée, avec le milieu hospitalier?

TRAVAIL

Le monde du travail est au cœur du système de production capitaliste. Alors que certains prédisaient la fin du travail il y a quelques années, on observe plutôt un recul des conditions dans lesquelles il s'exerce. Le système d'exploitation n'a pas changé de nature, il profite des nouvelles technologies pour asservir davantage la masse travailleuse.

Depuis longtemps, les travailleuses et les travailleurs se sont organisés en syndicat pour défendre leurs intérêts et faire face à l'exploitation capitaliste. Le mouvement syndical québécois est confronté, comme dans tous les autres pays, à la mondialisation néolibérale. La course engagée dans les négociations pour élargir le libre-échange, dans le cadre de la ZLÉA, confronte les travailleuses et les travailleurs à la logique impitoyable du marché qui exige l'assouplissement des conventions collectives de travail, la déréglementation tous azimuts, la liberté de recourir à la sous-traitance sans égard aux droits des travailleuses et des travailleurs.

Dans ce contexte, un grand nombre de femmes et d'hommes travaillent sans aucune protection et sont souvent démunis devant le pouvoir absolu du patronat. Il ne faut pas oublier qu'une majorité de travailleuses et de travailleurs ne sont pas syndiqués. Les femmes sont encore loin d'avoir obtenu l'égalité ni l'équité salariale. Les conditions de travail demeurent pénibles pour un grand nombre, particulièrement les femmes. Sans oublier que le partage inéquitable des tâches domestiques entre les hommes et les femmes oblige celles-ci à vivre avec une double tâche, le travail à la maison étant encore considéré comme allant de soi.

Enfin, les jeunes se sentent souvent exclus et obligés de se satisfaire des emplois

les moins rémunérés et les moins valorisants.

Dans la région de Québec-Chaudière-Appalaches de nombreuses organisations, syndicales ou autres, agissent et interviennent sur les réalités du travail. Quels sont les enjeux majeurs qui confrontent ce secteur d'activité à la mondialisation néolibérale, autant dans les services publics que dans le secteur privé? Les jeunes ont-ils une place réelle et équitable? La conciliation travail-famille demeurant une préoccupation constante chez les femmes, comment adapter le marché du travail aux femmes qui le font? Et comment s'assurer que l'ensemble des hommes assume leur part du travail collectif rémunéré ou non?

Quelles luttes significatives ont cours ou sont à prévoir dans un avenir rapproché ? Quelles alternatives à la situation actuelle sont mises de l'avant et sont de nature à favoriser la mobilisation contre le néolibéralisme et pour un autre monde du travail respectueux des besoins et des intérêts de la société?